

"Conférence des pays de l'Est à Varsovie" dans Luxemburger Wort (25 juin 1948)

Légende: Le 25 juin 1948, le quotidien Luxemburger Wort analyse les enjeux de la réunion à Varsovie des ministres des Affaires étrangères de l'Union soviétique et des États de l'Europe orientale qui critiquent vivement les décisions adoptées le 1er juin 1948 à Londres par les Alliés occidentaux sur le sort de l'Allemagne vaincue.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 25.06.1948, n° 177; 101e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Ostkonzferenz in Warschau", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/conference_des_pays_de_l_est_a_varsovie_dans_luxemburger_wort_25_juin_1948-fr-c86c2c1c-d9c1-44a4-9841-2909c499a399.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Conférence des pays de l'Est à Varsovie

Les ministres des Affaires étrangères de la Russie et de ses États satellites ont discuté du problème allemand

Varsovie, le 25 juin

Contre toute attente, Radio Moscou a annoncé mercredi qu'une conférence de ministres des Affaires étrangères était ouverte au château de Wilanów près de Varsovie, «à la demande des gouvernements de l'Union soviétique et de Pologne». Les personnalités suivantes participent à cette conférence: V.M. Molotov, vice-président du Conseil des commissaires du peuple et commissaire aux Affaires étrangères de l'URSS, Enver Hodja, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de l'Albanie, le vice-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de la Bulgarie Kolarov, le ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères Clementis, le ministre yougoslave des Affaires étrangères Simic, le ministre polonais des Affaires étrangères Modzelewski, M^{me} la ministre roumaine des Affaires étrangères Ana Pauker et le ministre hongrois des Affaires étrangères Molnár. Il a en outre été communiqué que les leaders communistes de l'Italie et de la France, Togliatti et Duclos, sont également présents à Varsovie.

La première séance de mercredi a été dirigée par le ministre polonais des Affaires étrangères Modzelewski. La réunion d'hier a été présidée par Molotov, tandis que la séance de clôture de ce matin a été présidée par la dirigeante communiste roumaine Ana Pauker.

La conférence des ministres des Affaires étrangères à Varsovie est officiellement une poursuite des discussions de Prague entre les ministres des Affaires étrangères de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, au cours desquelles la conférence de Londres sur l'Allemagne a été qualifiée de violation des accords de Potsdam et de Yalta. Il a également été demandé à l'époque que tous les États ayant souffert de l'agression nazie soient consultés pour toutes les décisions concernant l'Allemagne. Modzelewski a exprimé officiellement l'avis de la Pologne sur le problème allemand en affirmant que les recommandations londoniennes des six puissances contribueraient à la formation d'un «nouveau flot d'agressions». Le plan occidental pour la reconstruction de l'Allemagne serait en outre contraire aux engagements pris par les États-Unis.

Selon des milieux bien informés, les huit ministres des Affaires étrangères présents à la conférence de Wilanów ont exprimé des points de vue analogues et réclamé une contre-offensive de grande envergure. Ils auraient par ailleurs exigé de continuer à lutter contre le soutien des Américains à l'Europe et contre «l'impérialisme américain».

Le communiqué officiel

Selon les informations de Radio Moscou, les points principaux du communiqué officiel sont les suivants:

«Le 7 juin, un communiqué sur la clôture de la conférence londonienne sur l'Allemagne, à laquelle les États-Unis, l'Angleterre et la France ont participé, a été publié. Ce communiqué contient une notification des décisions prises à ladite conférence secrète sur les problèmes politiques et économiques de l'Allemagne, ainsi qu'une modification des frontières occidentales de l'Allemagne, bien que des comptes rendus de la presse montrent que certaines décisions de la conférence ont été passées sous silence.

Les décisions de Londres ne viseraient pas à empêcher la possibilité d'une nouvelle agression allemande, mais à transformer la partie occidentale de l'Allemagne et surtout la Ruhr, région de l'industrie lourde, en une chambre d'armement pour reconstituer le potentiel de guerre allemand, afin d'utiliser l'Allemagne de l'Ouest pour réaliser les objectifs militaires et stratégiques des États-Unis et de l'Angleterre.

En dépit de l'évidente nécessité d'une réforme monétaire commune à toute l'Allemagne, telle que l'avait

proposée le gouvernement soviétique, une réforme monétaire a été lancée séparément dans les zones occidentales de l'Allemagne. Sur le plan économique, cette mesure érige un mur entre les zones de l'Ouest et le reste de l'Allemagne, et crée de nouvelles difficultés qui entravent le rétablissement de l'ordre économique et de l'économie nationale allemande.

La politique menée par les puissances d'occupation dans les zones occidentales de l'Allemagne favorise les éléments allemands imprégnés d'idées révisionnistes. En particulier, la campagne des révisionnistes allemands vise à modifier la ligne Oder-Neisse, qui est une frontière intangible et de paix entre la Pologne et l'Allemagne.

Dans ce contexte, l'emploi de mesures en tout genre contre l'activité révisionniste est une des principales conditions préalables à la consolidation de la paix et à la sécurité des peuples européens. Il faut maintenir le contrôle des quatre puissances pendant un certain temps, afin de ne pas permettre le rétablissement de l'industrie d'armement et du militarisme allemands.

La prise en compte de l'économie des zones occidentales de l'Allemagne dans le plan Marshall signifie la séparation de l'ensemble du territoire européen en deux camps, en vertu du plan Marshall. Seules la transmission de la propriété de l'industrie lourde de la Ruhr au peuple allemand et la mise en place d'un contrôle de la production et de la répartition de la production de la Ruhr par les quatre États – l'Union soviétique, les États-Unis, l'Angleterre et la France – qui, ensemble, peuvent garantir le développement de l'industrie de la Ruhr à des fins exclusivement pacifiques, permettraient de résoudre le problème de la Ruhr dans l'intérêt de la paix et de la sécurité des États européens.»

Le communiqué explique également que les gouvernements participant à la conférence de Varsovie ne reconnaissent pas les accords conclus à Londres avec le concours des États du Benelux. Il précise en outre qu'il est urgent de résoudre les questions suivantes:

- «1. L'application des mesures convenues par l'Angleterre, l'Union soviétique, la France et les États-Unis, pour garantir l'achèvement de la démilitarisation de l'Allemagne.
2. L'exercice d'un contrôle des quatre puissances sur l'industrie lourde de la Ruhr pour une durée déterminée, afin de développer des productions pacifiques et d'empêcher la reconstitution du potentiel militaire allemand.
3. La formation, en accord avec les gouvernements de l'Angleterre, de l'Union soviétique, de la France et des États-Unis, d'un gouvernement démocratique provisoire pour l'ensemble de l'Allemagne, qui serait composé des représentants des partis et organisations démocratiques en Allemagne, et ce dans le but d'éviter de nouvelles agressions allemandes.
4. La conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne, conformément aux décisions de Potsdam, afin que les quatre puissances puissent retirer leurs troupes d'occupation de l'Allemagne un an après la conclusion de cet accord.
5. L'élaboration de mesures qui garantissent que l'Allemagne remplira ses obligations de réparation vis-à-vis des États ayant souffert de l'agression allemande.»

Le communiqué ne mentionne donc pas la possibilité que les Soviétiques constituent un gouvernement séparé pour l'Allemagne de l'Est avec l'appui de leurs voisins d'Europe de l'Est en réaction aux recommandations des six puissances pour le règlement d'exception en Allemagne de l'Ouest. Nous savons pourtant de source bien informée que la Russie et les autres États d'Europe de l'Est feraient tout pour trouver une solution au problème allemand et qu'ils auraient préparé des plans de constitution d'un État d'Allemagne de l'Est.